

Panorama de Saint-Barthélemy

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Données de cadrage

Superficie	21 km ² (25km ² avec ses îlets)
Situation géographique	Paris à 6 500 km, New-York à 2500 km, Guadeloupe à 230 km
Langues parlées	Français, Anglais, Créole
Monnaie	Euro
Statut	Collectivité d'outre-mer (COM)
Représentation Nationale	1 député, 1 sénateur, 1 représentant au Conseil économique et social
Représentation de l'Etat	Préfet délégué de Saint-Barthélemy et Saint-Martin

Repères historiques

L'île de Saint-Barthélemy est située au nord-ouest de la Guadeloupe, à la charnière des Grandes et des Petites Antilles et à proximité des îles Vierges américaines. Découverte par Christophe Colomb en 1493, occupée une première fois par les Français en 1648, elle connut une occupation définitive par des paysans normands et bretons à compter de 1659. Elle fut longtemps un repaire protégé pour les Caraïbes et les corsaires jusqu'à sa cession par Louis XVI au roi de Suède contre des droits d'entrepôts à Göteborg. Le principal bourg de l'île fut alors rebaptisé Gustavia, du nom du roi de Suède Gustave III. Par le traité du 10 août 1877, ratifié par une loi du 2 mars 1878, la France reprit possession de Saint-Barthélemy qui fut alors rattachée à la Guadeloupe dont elle devint une commune en 1946. En 1957, le milliardaire américain David Rockefeller y acquit une propriété : la notoriété de l'île grandit alors rapidement et entraîne sa transformation en une destination touristique haut de gamme.

Evolution institutionnelle : de la commune à la collectivité d'outre-mer

Jusqu'en 2007, Saint-Barthélemy a été rattachée administrativement à la Guadeloupe en tant que commune. L'implication des îles de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin dans un processus d'évolution statutaire au cours des 10 dernières années s'est concrétisée par l'adoption, le 21 février 2007, d'un nouveau statut de collectivité d'outre-mer approuvé par référendum à 95,5 % à Saint-Barthélemy. Le 15 juillet 2007, la nouvelle COM de Saint-Barthélemy a été officiellement érigée par la mise en place de son conseil territorial, composé de 19 membres élus pour 5 ans.

Les nouvelles compétences de la Collectivité

Régie par la loi organique du 21 février 2007, Saint-Barthélemy exerce l'ensemble des compétences dévolues aux communes, au département et à la région, ainsi que celles que l'Etat lui a transférées. De fait, la nouvelle collectivité est désormais compétente en matière de fiscalité, de transports routiers, de voirie, de tourisme, d'urbanisme, de logement, d'environnement ainsi qu'en matière de création et d'organisation des services des établissements publics de la collectivité.

La collectivité pourra également adapter les lois et règlements en matière de domanialité publique et d'enseignement.

L'Etat reste cependant compétent en matière de droit pénal, de droit commercial et de droit monétaire, bancaire et financier. D'où, la désignation d'un préfet délégué représentant l'Etat et le gouvernement au sein des COM des îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy¹.

Au niveau communautaire, Saint-Barthélemy souhaite maintenant accéder au statut de PTOM. Cette demande a été actée lors du premier Comité interministériel de l'Outre-mer (CIOM) le 6 novembre 2009.

¹ La nouvelle préfecture, compétente sur les deux Collectivités, est installée à Marigot (Saint-Martin)

DÉMOGRAPHIE

Une population aux composantes variées

En 2007, la population de Saint-Barthélemy comptait 8 450 habitants, soit près de 1 600 personnes de plus qu'en 1999. Son rythme de croissance démographique s'établit à 2,7 % sur la période, un taux très inférieur au rythme élevé des années 1980 (+6,4 %). Avec 402,4 habitants au kilomètre carré, sa densité est supérieure à celle de la Guadeloupe (246 hab/km²) mais inférieure à celle de Saint-Martin (665 hab/km²).

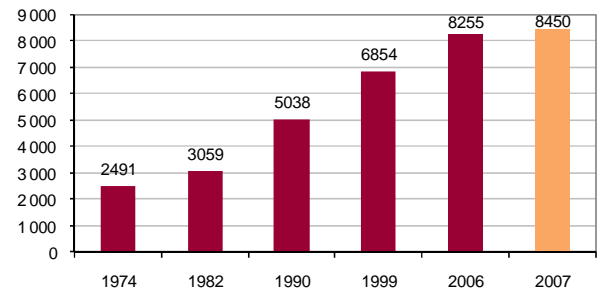
La population n'est pas particulièrement jeune : 21 % a moins de 20 ans contre 31 % à la Guadeloupe et 36 % à Saint-Martin. Les plus de 60 ans représentent 12,8 % de la population. La communauté étrangère concentre 13 % de la population totale (contre 32 % à Saint-Martin) et provient essentiellement du continent européen. Sur la quarantaine de nationalités présentes, les portugais représentent près de la moitié des étrangers.

Entre 2001 et 2006, environ 1 700 personnes se sont installées à Saint-Barthélemy. Parmi elles, un peu plus de 1 000 personnes viennent de France métropolitaine.

Population au 1er janvier 2007 (estimation)	8 450
Part des moins de 20 ans (2007, %)	21,5
Part des 20 – 59 ans (2007, %)	65,7
Part des plus de 60 ans (2008, %)	12,8
Densité de la population (2007, hab/km ²)	402,4
Taux de croissance annuel moyen (1999-2007, %)	2,7
Taux de natalité (2007, ‰)	12,7
Taux de mortalité (2007, ‰)	4,4

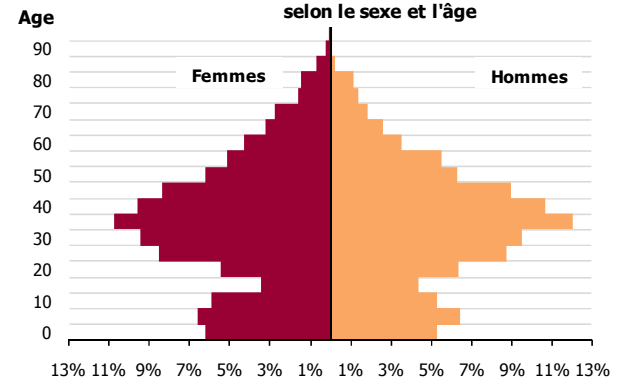
Source : INSEE

La population de Saint-Barthélemy depuis 1974 (en nombre d'habitants)



Source : INSEE

Répartition de la population en 2007 selon le sexe et l'âge



Source : INSEE

PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

Un niveau de développement économique avancé

Les estimations CEROM réalisées en 2005 évaluent le PIB de Saint-Barthélemy à 179 M€ en 1999, soit près de 26 000 € par habitant. Le niveau de PIB par habitant était supérieur de 10 % à la moyenne métropolitaine à cette date.

Selon l'INSEE, sur les 2 946 entreprises recensées² à Saint-Barthélemy en 2007, 27,9 % exerçaient une activité de services aux entreprises, 23,7 % de commerce et 21,7 % de BTP ; le secteur de l'hôtellerie et de la restauration ne représente que 7,2 % des entreprises. La majorité des sociétés (80,5%) n'emploient aucun salarié.

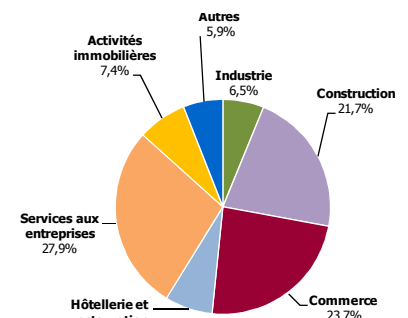
L'île de Saint-Barthélemy est fortement dépendante de l'extérieur pour la production de son énergie électrique qui est presque exclusivement d'origine fossile. En raison du développement économique et surtout de la croissance démographique, la consommation d'électricité n'a cessé de croître au cours de la période récente (+30,8 % entre 2001 et 2006). Pour sécuriser son réseau et faire face aux besoins, une interconnexion des réseaux avec Anguilla et Saint-Martin est envisagée. Par ailleurs, Saint-Barthélemy, île aride, dispose pour ses besoins d'alimentation en eau potable de trois unités de dessalement d'eau de mer par distillation et d'une unité de production utilisant le procédé d'osmose inverse, plus récent et performant.

Principaux indicateurs économiques

	Saint-Barthélemy	Métropole 2009
PIB (Mds €)	0,179 (1999 ¹)	1 907,1
PIB / habitant (€)	26 000 (1999 ¹)	30 401
Taux de chômage (en %)	3,2 (2007)	9,5
Nombre de demandeurs d'emplois de cat. A (à fin déc. 2009)	165	2 645 100
Dépenses réelles totales de la Collectivité (2009, M€)	44,9	n.r
Recettes réelles totales de la Collectivité (2009, M€)	85,2	n.r

¹ Estimation CEROM, Sources : INSEE, CEROM, Douanes, Trésorerie Générale de la Guadeloupe

Répartition des entreprises par secteur



Source : INSEE

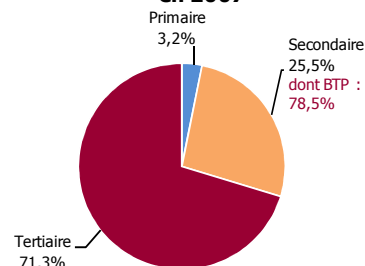
² La nouvelle Chambre Economie Multiprofessionnelle (CEM) estime aujourd'hui à environ 3 500 le nombre d'entreprises

Emploi : le tertiaire prédomine

Saint-Barthélemy se distingue par un très faible taux de chômage (3,2 % en 2007) et un taux d'activité élevé (83,4 %). A titre de comparaison, la Guadeloupe et la France métropolitaine affichent des taux d'activité respectifs de 68,3 % et 69,7 %.

L'analyse de la structure de la population active met en évidence la prépondérance du secteur tertiaire qui concentre 71,3 % des actifs occupés. Le poids des emplois dans les services aux particuliers et les commerces doit être mis en perspective avec la prédominance de l'activité touristique dans cette économie insulaire. Le secteur secondaire représente pour sa part 25,5 % des emplois (dont 78,5 % pour le BTP). Enfin, le secteur primaire, très peu développé à Saint-Barthélemy en raison, notamment, de l'aridité des sols liée à une très faible pluviométrie, ne représente que 3,2 % des emplois.

Répartition de la population active en 2007

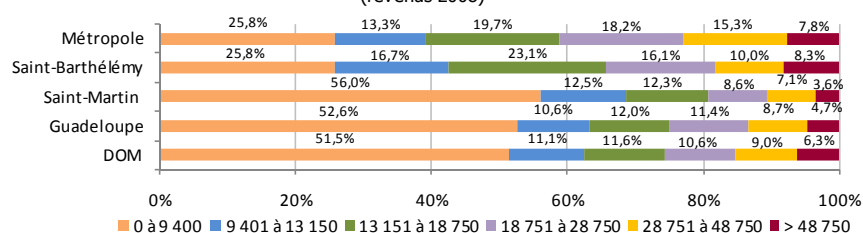


Source : INSEE

Des revenus significativement supérieurs à ceux des autres DOM

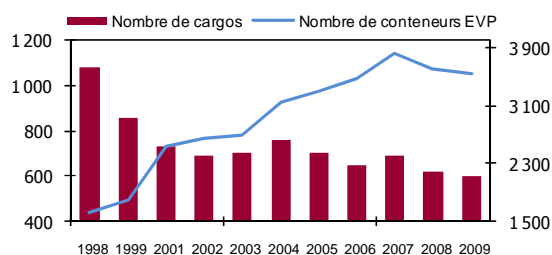
A Saint-Barthélemy, la répartition par tranche de revenus des foyers est significativement différente de celle relevée dans les DOM. Elle se rapproche en revanche de celle de la Métropole. Comparativement aux autres DOM, l'île compte davantage de foyers fiscaux dans la dernière tranche de revenus (supérieurs à 48 750€).

Répartition du nombre de foyers fiscaux par tranches de revenu fiscal de référence (revenus 2008)



Source : Direction générale des impôts

Evolution du trafic fret depuis 1998



Source : Port de Gustavia

Echanges commerciaux

Les marchandises importées à Saint-Barthélemy proviennent essentiellement des Etats-Unis et de la métropole. Pour cette dernière, les marchandises transitent par le Port Autonome de Guadeloupe. Depuis 1998, le nombre de cargos ayant transporté des marchandises à destination de Saint-Barthélemy a enregistré une baisse régulière. Ce constat s'explique par le développement de la conteneurisation, le nombre de conteneurs ayant doublé en dix ans.

Indicateurs sectoriels

	2009	Evolution 09/08		2009	Evolution 09/08
Nombre d'hôtels	32	6,7 %	Nombre de croisiéristes	47 732	12,4 %
Nombre de chambres d'hôtels	543	4,4 %	Passagers à l'aéroport	145 269	-11,6 %
Nombre de villas en location saisonnière	450	-11,6 %	Demande de permis de construire	252	-23,6 %
Passagers arrivés par ferries	60 264	2,0 %	Permis de construire délivrés	202	-14,4 %
Passagers arrivés par yachts	31 834	-7,9 %	Consommation de ciment	13 657	-2,8 %

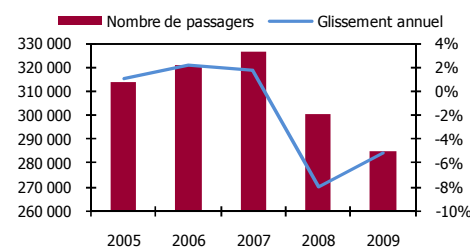
Sources : Comité du tourisme, Port de Gustavia, Aéroport Gustave III, Ciments Antillais, Collectivité de Saint-Barthélemy

Le tourisme haut de gamme moteur de l'économie

Avec 32,2 % de l'effectif salarié total en 2008, le tourisme représente la première activité économique de Saint-Barthélemy. L'économie de l'île est fondée sur un tourisme résidentiel et de haut de gamme en hôtels ou villas de location. Le marché de prédilection de Saint-Barthélemy reste les Etats-Unis, en partie grâce à la proximité de la destination et à la densité des liaisons aériennes entre ce pays et l'aéroport Princess Juliana de Sint-Maarten. L'offre d'hébergement est constituée d'environ 70 % de villas et de 30 % d'hôtels. En 2009, le Comité du tourisme de Saint-Barthélemy estimait à 450 le nombre de villas proposées à la location saisonnière.

Dès 2008, Saint-Barthélemy a souffert de la crise économique aux Etats Unis et de l'évolution défavorable du taux de change €/USD. La fréquentation touristique de l'île s'est inscrite en repli de 8,0 % en 2008 et de 5,1 % en 2009 : avec un total de 285 099 visiteurs en 2009, elle s'est établie au niveau le plus faible de ces cinq dernières années.

Evolution de la fréquentation touristique



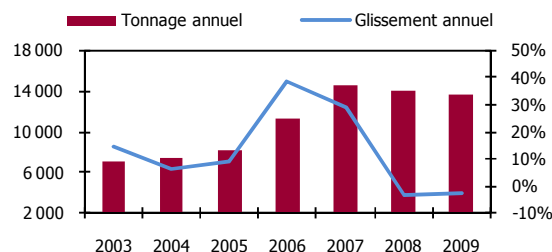
Sources : Aéroport Gustave III, Port de Gustavia

Le BTP : un secteur moteur dépendant de la commande publique

Le secteur du bâtiment et des travaux publics constitue, avec le tourisme, une activité clef de l'économie de Saint-Barthélemy. Il concentre 18,8 % des effectifs salariés recensés par l'ASSEDIC en 2008 et représente le deuxième secteur pourvoyeur d'emploi après celui de l'hôtellerie-restauration. Avec 641 établissements comptabilisés dans le secteur selon la dernière enquête effectuée par l'INSEE en 2007, soit 20,9 % des établissements de l'île, il vient tout juste après le commerce (22,9 %) et les services aux entreprises (21,5 %). Les établissements du secteur du BTP se caractérisent par leurs très petites tailles : 81 % d'entre eux ne comportent pas de salarié.

Jusqu'en 2007, l'activité du BTP a été favorablement orientée, bénéficiant de la hausse des besoins en matière d'infrastructures et d'habitat engendrée par le développement économique de l'île. Depuis 2008, confrontée à la crise économique, l'activité du secteur a ralenti. La consommation de ciment a diminué de 2,3 % en 2009 après une baisse de 3,2 % en 2008. Le nombre de permis de construire délivrés (202) enregistre une baisse de 14,4 % en 2009, affectée par le repli du marché des logements neufs (-24,8 %).

Consommation de ciment



Source : Ciments Antillais

DONNEES FINANCIERES

Au 31 décembre 2009, l'activité bancaire et financière de Saint-Barthélemy s'organise autour de 6 établissements de crédit répartis en deux catégories : les banques affiliées à l'Association française des banques (4 établissements : la Banque des Antilles Françaises, la Banque Française Commerciale Antilles Guyane, BNP Paribas et la Banque Postale) et les banques mutualistes et coopératives (2 établissements : la BRED et la Caisse Régionale de Crédit agricole Mutuel de la Guadeloupe). Ces établissements totalisaient 9 guichets bancaires et employaient 45 agents.

Le taux d'équipement s'élève à un guichet pour 971 habitants, soit un niveau inférieur à celui relevé en 2005 (un guichet pour 879 habitants). En revanche, le taux d'équipement en distributeurs de billets et guichets automatiques s'améliore (874 habitants par DAB-GAB contre 989 en 2005).

Entreprises

Coût du crédit aux entreprises (Guadeloupe et Iles du Nord, jan. 2010)	
Taux moyen pondéré global	5,69 %
Court terme	6,57 %
Moyen et long terme	5,11 %
Encours de crédits bancaires	66,9 M€
crédits d'exploitation	+124,6 %
crédits d'investissement	+5,7 %
crédits immobiliers	-2,2 %
Actifs financiers	115,7 M€
dépôts à vue	+12,6 %
épargne liquide ou à court terme	-50,0 %

Ménages

Nombre d'habitants par guichet bancaire	971
Nombre d'habitants par guichet automatique	874
Nombre de comptes bancaires par habitant	3,0
Encours de crédits bancaires	93,4 M€
crédits à la consommation	-10,0 %
crédits à l'habitat	+5,6 %
Actifs financiers	228,9 M€
dépôts à vue	-9,9 %
épargne liquide ou à court terme	-18,7 %

Personnes morales en interdiction bancaire 72

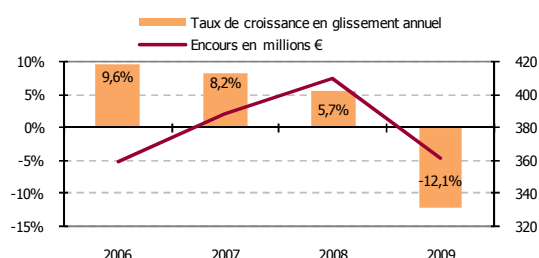
Personnes physiques en interdiction bancaire 225

Source : IEDOM au 31/12/2009 ; les évolutions sont annuelles

L'année 2009 a été marquée par un bilan contrasté de la conjoncture financière.

Le rythme de croissance de l'encours de crédit sain demeure positif (+6,4 %) quoiqu'en net ralentissement par rapport à l'évolution annuelle moyenne relevée sur les quatre exercices précédents (+13,9 %). Les crédits à la consommation diminuent de 10 % sur un an (-1,3 million €) et les crédits d'investissement et à l'habitat se tassent. A l'inverse, les crédits d'exploitation connaissent leur plus forte hausse depuis 2005.

Evolution des actifs financiers



Source : IEDOM

Après une croissance annuelle moyenne de 2,5 % entre 2005 et 2009, l'encours des actifs financiers s'inscrit en net repli en 2009 (-12,1 %). Cette diminution, principalement imputable aux actifs financiers des ménages (-14,3 % sur un an), s'explique tant par des arbitrages d'épargne (vers des placements à long terme) que par les effets de la conjoncture économique plus difficile (baisse de 10 % des dépôts à vue des ménages).

Directeur de la publication : Y. BARROUX – Responsable de rédaction : C. APANON – Editeur et imprimeur : IEDOM

Rédaction : Lorry HAJJAR et Dora VANOUKIA – www.iedom.fr

Achevé d'imprimer : Octobre 2010 – Dépôt légal : Octobre 2010 – ISSN 1952-9619